

17  
décembre  
1997

## Règlement général d'exécution de la loi sur la promotion de l'agriculture

*Etat au  
24 mai 2006*

*Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,*  
vu la loi sur la promotion de l'agriculture, du 23 juin 1997<sup>1)</sup>;  
sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de l'économie  
publique,  
*arrête:*

### CHAPITRE PREMIER Autorités compétentes

Département

**Article premier<sup>2)</sup>** <sup>1</sup>Le Département de l'économie (ci-après: le département) est chargé de l'application de la loi sur la promotion de l'agriculture, du 23 juin 1997, et de ses dispositions d'exécution.

<sup>2</sup>Il est l'autorité compétente en matière:

- a) de reconnaissance des formes d'exploitation, des communautés d'exploitation et des étables communautaires;
- b) d'insémination artificielle du bétail bovin et du menu bétail;
- c) de patente pour le commerce du bétail.

<sup>3</sup>Il fixe les contributions et autres aides versées en application de la loi et de ses dispositions d'exécution.

<sup>4</sup>Il accomplit les tâches que lui confie la loi d'introduction de la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 4 octobre 1993<sup>3)</sup>, et la loi d'introduction de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole, du 14 octobre 1986<sup>4)</sup>.

Service

**Art. 2** <sup>1</sup>Le service de l'économie agricole (ci-après: le service) est l'organe d'exécution du département.

<sup>2</sup>Il exerce toutes les compétences et prend toutes les décisions qui ne sont pas expressément réservées à une autre autorité.

<sup>3</sup>Son organisation est fixée par le règlement d'organisation du Département de l'économie publique, du 13 mai 1997<sup>5)</sup>.

---

FO 1997 N° 98

<sup>1)</sup> RSN 910.1

<sup>2)</sup> Teneur selon A du 24 mai 2006 (FO 2006 N° 39)

<sup>3)</sup> RSN 215.111

<sup>4)</sup> RSN 224.3

<sup>5)</sup> RSN 152.100.04

Autres organes  
d'exécution  
a) commission  
foncière  
agricole

**Art. 3** <sup>1</sup>La commission foncière agricole est instituée par la loi d'introduction de la loi fédérale sur le droit foncier rural.

<sup>2</sup>Sa composition, son organisation et ses compétences sont fixées par ladite loi et ses dispositions d'exécution.

<sup>3</sup>La commission est en outre le service cantonal compétent au sens de la loi fédérale sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes, du 23 mars 1962<sup>6)</sup>.

b) commission  
pour former  
opposition à  
l'affermage  
complémentaire et au  
fermage d'un  
immeuble

**Art. 4** <sup>1</sup>La commission pour former opposition à l'affermage complémentaire et au fermage d'un immeuble est instituée par la loi d'introduction de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole.

<sup>2</sup>Sa composition, son organisation et ses compétences sont fixées par ladite loi et ses dispositions d'exécution.

c) commission de  
conciliation en  
matière de baux  
à ferme  
agricoles

**Art. 5** <sup>1</sup>La commission de conciliation en matière de baux à ferme agricoles est instituée par la loi d'introduction de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole.

<sup>2</sup>Sa composition, son organisation et ses compétences sont fixées par ladite loi et ses dispositions d'exécution.

d) commission de  
reconnaissance  
et d'examen  
des exploitations,  
des communautés  
d'exploitation et des  
étables communautaires

**Art. 6** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat nomme au début de chaque période administrative une commission de reconnaissance et d'examen des exploitations, des communautés d'exploitation et des étables communautaires.

<sup>2</sup>Cette commission se compose de cinq membres choisis dans les milieux intéressés. Elle est présidée par le chef du service.

<sup>3</sup>Elle instruit les dossiers et formule un préavis à l'intention du département en vue de la reconnaissance des formes d'exploitation, des communautés d'exploitation et des étables communautaires, ou du retrait de ladite reconnaissance.

e) commission de  
surveillance du  
service d'inspection  
et de consultation en  
matière d'économie  
laitière

**Art. 7** <sup>1</sup>La commission de surveillance du service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière est instituée par la Convention intercantonale sur le service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière Fribourg et Neuchâtel (SICL-FR-NE), du 21 juin 1996<sup>7)</sup>.

<sup>2</sup>Sa composition, son organisation et ses compétences sont fixées par ladite convention.

f) commission  
chargée de  
procéder à  
l'expertise du  
gros et du menu  
bétail

**Art. 8** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat nomme chaque année une commission chargée de procéder à l'expertise du gros et du menu bétail.

<sup>2</sup>Cette commission se compose d'éleveurs affiliés à un syndicat d'élevage disposant d'une formation professionnelle suffisante, d'une expérience pratique et de bonnes connaissances générales sur le bétail.

<sup>3</sup>Elle est chargée de procéder à l'expertise du gros et du menu bétail, par races et sections différentes, lors des concours régionaux de bétail.

---

<sup>6)</sup> RS 914.1

<sup>7)</sup> RSN 916.322.1

Commission de l'agriculture	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup>La commission de l'agriculture est l'organe de consultation du Conseil d'Etat en matière agricole.</p> <p><sup>2</sup>Sa composition, son organisation et ses compétences sont fixées par la loi.</p>
Communes a) en général	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup>Les communes remplissent les tâches qui leur sont confiées en matière agricole.</p> <p><sup>2</sup>Elles sont notamment chargées de la police rurale et prennent les mesures nécessaires pour assurer sur leur territoire la protection du bétail et des récoltes. Elles peuvent, dans les limites de leurs compétences, édicter des règlements et des arrêtés sur des objets de police rurale non prévus par le droit cantonal.</p> <p><sup>3</sup>Elles mettent gratuitement à disposition des emplacements bien aménagés pour l'organisation des concours de bétail, et pourvoient aux mesures d'ordre et de police à ces occasions.</p>
b) préposé à la culture des champs aa) désignation	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup>Chaque commune désigne, avec l'accord du service, un préposé à la culture des champs, ainsi que son suppléant.</p> <p><sup>2</sup>Les communes peuvent s'unir pour désigner un préposé dont le champ d'activité s'étend au territoire de plusieurs d'entre elles.</p> <p><sup>3</sup>La rétribution des préposés est à la charge des communes.</p>
bb) tâches	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup>Le préposé à la culture des champs accomplit les tâches qui lui sont confiées par le service, notamment dans les domaines de l'application des ordonnances fédérales sur les paiements directs, les contributions écologiques, l'orientation de la production végétale, les contributions à l'exploitation agricole du sol, les contributions aux détenteurs de vaches, les contributions aux frais des détenteurs de bétail et les données d'exploitations agricoles.</p> <p><sup>2</sup>Il contrôle les données fournies par l'exploitant et vérifie le respect des conditions et des charges prévues par le droit fédéral.</p> <p><sup>3</sup>Il retourne au service, dans les délais prescrits par ce dernier, les formules officielles dûment contrôlées. Il lui communique tous les renseignements utiles.</p>
Organisations professionnelles	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup>Le département peut confier certains contrôles à des organisations professionnelles offrant des garanties de compétence, notamment en ce qui concerne le respect des règles admises par l'Office fédéral de l'agriculture en matière de production intégrée, de culture biologique, de détention d'animaux de rente en plein air et de systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux.</p> <p><sup>2</sup>Les organisations désignées retournent les résultats de leurs contrôles au service dans les délais prescrits par ce dernier. Elles lui communiquent tous les renseignements utiles.</p> <p><sup>3</sup>Elles peuvent prélever une contribution auprès des exploitants pour couvrir leurs frais de contrôle.</p> <p><sup>4</sup>Lorsque les circonstances le justifient, le département peut leur attribuer une indemnité forfaitaire pour frais administratifs.</p>

Chambre  
neuchâteloise  
d'agriculture et de  
viticulture

**Art. 14** <sup>1</sup>La Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture est l'organe professionnel consultatif du département.

<sup>2</sup>Elle reçoit à ce titre une subvention annuelle.

<sup>3</sup>Elle est en outre chargée:

- a) d'organiser les marchés publics destinés au placement du bétail de boucherie, conformément aux articles 3 à 12 du règlement concernant la production animale, du 17 décembre 1997<sup>8)</sup>;
- b) d'assurer la vulgarisation auprès des personnes travaillant dans l'agriculture, conformément aux articles 55 et 56 du présent règlement;
- c) d'assurer le service agricole, qui consiste à placer des jeunes en formation (écoliers, étudiants, apprentis) pour des stages pratiques dans des exploitations agricoles.

**Art. 15**<sup>9)</sup>

## CHAPITRE 2

### Procédure et voies de droit

#### *Section 1: Reconnaissance des formes d'exploitation, des communautés d'exploitation et des étables communautaires*

Demande

**Art. 16** <sup>1</sup>Les demandes de reconnaissance des formes d'exploitation, des communautés d'exploitation et des étables communautaires sont adressées au département avec pièces justificatives à l'appui.

<sup>2</sup>Elles doivent être motivées.

<sup>3</sup>Si la demande ne lui apparaît pas d'emblée mal fondée, le département en confie l'instruction à la commission de reconnaissance et d'examen des exploitations, des communautés d'exploitation et des étables communautaires (ci-après: la commission).

Instruction

**Art. 17** <sup>1</sup>La commission procède aux investigations nécessaires.

<sup>2</sup>Les enquêtes menées sur le terrain peuvent être confiées à une délégation de deux de ses membres.

Communication

**Art. 18** <sup>1</sup>Une fois l'instruction terminée, la commission prépare son préavis et le communique au requérant en lui fixant un délai de vingt jours pour présenter ses observations.

<sup>2</sup>Elle transmet ensuite le dossier au département avec son préavis.

#### *Section 2: Paiements directs, contributions et primes prévus par le droit fédéral*

Demande

**Art. 19** <sup>1</sup>Pour bénéficier des paiements directs, des contributions et des primes prévus par le droit fédéral, l'exploitant doit en faire la demande au service au moyen des formules ad hoc, dûment remplies et signées.

---

<sup>8)</sup> RSN 916.310.0

<sup>9)</sup> Abrogé par R du 13 mars 1999 (FO 1999 N° 27)

<sup>2</sup>Le service fixe les délais dans lesquels les demandes doivent être déposées, ainsi que les modalités d'inscription.

<sup>3</sup>Ces délais et modalités sont publiés dans l'organe officiel de la Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture. La publication fait l'objet d'un avis dans la Feuille officielle.

Obligation de renseigner

**Art. 20** <sup>1</sup>Le requérant est tenu de fournir au service les renseignements et les pièces justificatives nécessaires. Il doit permettre l'accès aux bâtiments d'exploitation et aux terres aux personnes chargées des relevés et des contrôles.

<sup>2</sup>Les contributions sont réduites ou refusées lorsque le requérant donne des indications fausses intentionnellement ou par négligence, ou lorsqu'il entrave le bon déroulement des contrôles.

Contrôles  
a) par le préposé à la culture des champs ou par une organisation professionnelle

**Art. 21** <sup>1</sup>Lorsque le préposé communal à la culture des champs ou l'organisation professionnelle chargée du contrôle constate que les données fournies par l'exploitant sont inexactes, ou que les conditions et charges prévues par le droit fédéral ou les règles admises par les autorités fédérales ne sont pas respectées, il en informe immédiatement l'exploitant par écrit.

<sup>2</sup>Par sa signature sur la formule ad hoc, l'exploitant atteste qu'il a pris connaissance de la prise de position du préposé ou de l'organisation professionnelle.

b) nouveau contrôle

**Art. 22** S'il conteste la prise de position du préposé ou de l'organisation professionnelle, l'exploitant peut, dans un délai de 48 heures, demander au service ou à l'organisation de faire procéder à un nouveau contrôle.

Décision du service

**Art. 23** <sup>1</sup>Le service détermine si le requérant a droit à la contribution requise et, le cas échéant, il en fixe le montant.

<sup>2</sup>En cas de demande abusive, ou lorsque le traitement de la demande a nécessité des démarches administratives particulières, du fait notamment d'indications inexactes ou incomplètes dans les formules ad hoc, ou de retard dans le dépôt de celles-ci, le service peut percevoir un émolument allant jusqu'à 500 francs.

Réclamation

**Art. 24** <sup>1</sup>Les décisions du service peuvent faire l'objet d'une réclamation motivée dans les vingt jours à compter de leur notification.

<sup>2</sup>La réclamation est adressée au service. Elle doit exposer clairement l'objet de la contestation, ainsi que les faits et les preuves à l'appui.

<sup>3</sup>Elle est accompagnée des pièces invoquées.

Décision sur réclamation

**Art. 25** Le service statue sur la réclamation en prenant une décision sujette à recours.

### *Section 3: Contributions et autres aides cantonales*

Demande

**Art. 26** <sup>1</sup>Les demandes de contributions ou autres aides versées en application de la loi et de ses dispositions d'exécution sont adressées au service avec pièces justificatives à l'appui.

<sup>2</sup>Elles doivent être motivées.

Instruction	<b>Art. 27</b> Le service procède aux investigations nécessaires.
Décision	<b>Art. 28</b> Une fois l'instruction terminée, le service transmet le dossier au département pour décision, avec son préavis.
	<i>Section 4: Crédits d'investissements et aide aux exploitations paysannes</i>
Autorité compétente	<b>Art. 29</b> <sup>1</sup> La commission foncière agricole reçoit les demandes, procède aux enquêtes et statue. <sup>2</sup> Elle peut confier certains actes d'enquête à une délégation de deux de ses membres.
Recours	<b>Art. 30</b> Les décisions de la commission foncière agricole peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif.
Refus de l'aide	<b>Art. 31</b> Aucune aide n'est accordée au requérant qui refuse de fournir des renseignements complets sur sa situation ou qui fournit des indications inexacts ou volontairement incomplètes.
Financement	<b>Art. 32</b> Les crédits d'investissements et l'aide aux exploitations paysannes sont financés par: a) le fonds d'investissement agricole; b) le fonds pour l'aide en faveur des exploitations paysannes.

*Section 5: Dispositions complémentaires*

Renvoi aux règles ordinaires	<b>Art. 33</b> Sous réserve des prescriptions particulières de la loi et de ses dispositions d'exécution, la procédure et les voies de droit sont régies par la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979 <sup>10)</sup> , et la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale, du 22 mars 1983 <sup>11)</sup> .
------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**CHAPITRE 3**

**Promotion et innovation**

*Section 1: Promotion des produits*

Définition	<b>Art. 34</b> La promotion des produits consiste notamment, au travers de foires, d'expositions et de publications, à faire connaître les produits de l'agriculture neuchâteloise en vue d'en favoriser la vente.
Compétence a) en général	<b>Art. 35</b> <sup>1</sup> La promotion des produits est confiée à l'office des vins et des produits du terroir rattaché administrativement à Tourisme neuchâtelois, selon

---

<sup>10)</sup> RSN 152.130

<sup>11)</sup> RSN 152.100

l'article 40 du règlement d'exécution de la loi sur la viticulture, du 6 janvier 1984<sup>12)</sup>.

<sup>2</sup>L'office décide des actions à entreprendre.

<sup>3</sup>Il présente annuellement au service, avant la fin de l'année, le programme des actions prévues pour l'année suivante.

<sup>4</sup>Il rend compte, dans son rapport annuel d'activité, de l'emploi des fonds qui lui sont confiés.

b) actions  
particulières

**Art. 36** Le service peut organiser lui-même certaines actions particulières.

### *Section 2: Dénominations de qualité*

Organisme  
intercantonal de  
certification

**Art. 37** Le canton adhère à un organisme intercantonal de certification accrédité (ci-après: l'OIC), ayant pour but de certifier les produits agricoles et les produits dérivés neuchâtelois pouvant bénéficier d'une appellation d'origine contrôlée (AOC), d'une indication géographique protégée (IGP) ou d'une autre désignation, conformément au droit fédéral.

Structure  
cantonale  
compétente

**Art. 38** <sup>1</sup>Le service est la structure cantonale compétente pour la liaison avec l'OIC.

<sup>2</sup>Il est tenu d'examiner et de préavisier les plans de contrôle et les résultats de contrôle pour les produits neuchâtelois et intercantonaux des entreprises du canton.

Commission  
cantonale de  
certification

**Art. 39** La commission cantonale de certification appuie le service dans l'examen des dossiers qui lui sont soumis.

### *Section 3: Tourisme rural*

Promotion

**Art. 40** <sup>1</sup>Le département peut participer financièrement, par une aide à fonds perdus, aux mesures prises par un organisme reconnu pour l'encadrement du tourisme rural, le contrôle de la qualité des prestations et l'édition d'un catalogue d'adresses.

<sup>2</sup>Ces mesures font l'objet d'un budget qui doit être approuvé par le département.

Aide à  
l'aménagement de  
structures  
d'accueil  
a) forme

**Art. 41** <sup>1</sup>Une aide peut être accordée sous forme de subventions à fonds perdus pour l'aménagement de structures d'accueil, telles que logements de vacances, chambres d'hôtes, dortoirs et campings à la ferme.

<sup>2</sup>Ces subventions sont calculées conformément aux dispositions des articles 44 à 50 du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières, du 15 juillet 1981<sup>13)</sup>.

b) conséquences

**Art. 42** <sup>1</sup>La structure d'accueil au bénéfice d'une aide ne peut subir de changement d'affectation durant les vingt ans suivant le versement de l'aide.

<sup>12)</sup> RSN 916.120.0

<sup>13)</sup> RSN 913.0

<sup>2</sup>L'immeuble sur lequel est érigée la structure d'accueil est frappé d'une mention d'amélioration foncière indice "D", conformément aux dispositions des articles 61 à 73 du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières.

*Section 4: Conversion des exploitations à la pratique de l'agriculture biologique*

Aide de l'Etat  
a) contribution à  
fonds perdus

**Art. 43** <sup>1</sup>Dans le but d'encourager la conversion des exploitations agricoles à la pratique de l'agriculture biologique, l'Etat peut verser, à fonds perdus, une aide au financement de projets permettant une meilleure mise en valeur de la production biologique.

<sup>2</sup>Cette aide est octroyée en priorité pour des projets collectifs, subsidiairement pour des projets individuels. Elle ne doit pas dépasser 50% du coût total du projet.

<sup>3</sup>Elle est accordée dans les limites des crédits budgétaires.

b) prêt sans intérêt

**Art. 44** <sup>1</sup>Si la fiabilité du projet à moyen terme le permet, l'aide à fonds perdus peut être convertie, sur demande, en prêt sans intérêt.

<sup>2</sup>Dans ce cas, le montant de l'aide est capitalisé sur la base d'un taux d'intérêt de 5% durant six ans.

<sup>3</sup>L'Etat garantit l'emprunt du capital ainsi calculé et prend en charge les intérêts annuels réels pendant une période de six ans.

c) demande

**Art. 45** <sup>1</sup>Les demandes d'aide doivent être remises au service, avec un dossier décrivant le projet sur le plan technique et financier, jusqu'au 31 janvier pour être traitées durant l'année en cours.

<sup>2</sup>Si les crédits budgétaires le permettent, d'autres demandes peuvent être prises en considération passé ce délai.

Aide incitative

**Art. 46** Dans les limites des crédits disponibles, l'Etat peut également verser une aide à fonds perdus aux agriculteurs qui, dans le but de se convertir à la culture biologique, suivent des cours de formation spécifique, font établir un budget prévisionnel ou entreprennent d'autres démarches visant à une prise de décision objective concernant la conversion éventuelle de leur exploitation.

Aide à la formation

**Art. 47** Pour promouvoir une agriculture biologique de qualité, l'Etat peut en outre participer, pour un montant maximum de 200 francs par exploitation et par année, à la formation continue spécifique des agriculteurs pratiquant la culture biologique.

Restitution

**Art. 48** <sup>1</sup>L'aide versée en application des articles 43 et 44 du présent règlement doit être restituée si le projet réalisé ne répond plus aux critères fixés pour son octroi avant l'expiration d'un délai de six ans.

<sup>2</sup>L'aide est restituée à raison d'un sixième par année manquante.

<sup>3</sup>Les aides incitatives et les aides à la formation, au sens des articles 46 et 47 du présent règlement, ne sont pas remboursables.

## CHAPITRE 4

## Autres dispositions

## Section 1: Mesures sociales

Aide au logement **Art. 49** <sup>1</sup>Dans le cadre fixé par la loi fédérale concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne, du 20 mars 1970<sup>14)</sup>, le canton verse des subventions pour la construction, la transformation, l'amélioration et l'assainissement de logements ruraux en faveur des agriculteurs.

<sup>2</sup>Ces subventions sont calculées conformément aux dispositions des articles 44 à 50 du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières.

<sup>3</sup>Le canton participe en outre à la Fondation suisse en faveur de la construction de logements dans l'espace rural.

Dépannage agricole  
a) principe **Art. 50** <sup>1</sup>L'Etat participe aux mesures organisées par un service reconnu pour venir en aide aux agriculteurs en cas de maladie, d'accident, d'accouchement ou de décès.

<sup>2</sup>L'organisation de l'aide doit être approuvée par le département.

b) conditions **Art. 51** Peuvent bénéficier de l'aide de l'Etat les exploitants majeurs exerçant une activité agricole à titre principal dans le canton, ainsi que leur conjoint, à condition:

a) qu'ils n'aient pas atteint l'âge de 65 ans révolus;

b) que leur revenu ne dépasse pas le montant fixé par le département;

c) qu'ils aient conclu un contrat d'assurance perte de gain pour incapacité de travail en cas de maladie ou d'accident.

c) durée **Art. 52** L'aide de l'Etat est limitée à la durée de la franchise de l'assurance perte de gain, mais à 30 jours au plus.

d) montant de l'aide et limite de revenu **Art. 53** Le département arrête le montant de l'aide journalière, ainsi que la limite du revenu déterminant.

Dommages exceptionnels **Art. 54** <sup>1</sup>L'aide de l'Etat aux exploitants victimes de dommages naturels non prévisibles et d'une gravité exceptionnelle est destinée aux agriculteurs établis dans le canton, qui ne sont pas en mesure d'en supporter complètement les conséquences économiques.

<sup>2</sup>Elle est en principe réservée à la réparation de dommages non assurables, ou pour lesquels il n'est pas usuel de conclure une assurance.

<sup>3</sup>Elle est accordée dans les limites des crédits budgétaires.

## Section 2: Vulgarisation

Délégation **Art. 55** <sup>1</sup>La vulgarisation auprès des personnes travaillant dans l'agriculture est confiée à la Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture (ci-après: la Chambre).

<sup>14)</sup> RS 844

<sup>2</sup>Le département en règle les modalités par convention.

Financement

**Art. 56** <sup>1</sup>Le canton verse à la Chambre:

- a) la subvention fédérale qu'il reçoit pour les activités de vulgarisation;
- b) une subvention cantonale.

<sup>2</sup>La subvention cantonale est allouée sur la base du budget établi par la Chambre, dans les limites de l'attribution budgétaire de l'Etat.

<sup>3</sup>Le montant cumulé des subventions fédérale et cantonale couvre le 50% des dépenses engagées par la Chambre en matière de vulgarisation.

## CHAPITRE 5

### Indemnités et émoluments

Indemnités  
versées aux  
membres des  
commission

**Art. 57** <sup>1</sup>Les membres des commissions mentionnées dans le présent règlement reçoivent les indemnités de présence et de déplacement prévues pour les membres des commissions du Grand Conseil.

<sup>2</sup>Lorsqu'ils sont chargés de certains actes d'enquête, ils ont droit à une indemnité d'instruction de 50 à 250 francs.

<sup>3</sup>Pour les objets examinés par voie de circulation, l'indemnité est de 10 à 50 francs par dossier.

<sup>4</sup>Les titulaires de fonctions publiques ne peuvent toutefois prétendre qu'aux indemnités prévues pour les fonctionnaires de l'administration cantonale.

<sup>5</sup>Sont en outre réservées les dispositions particulières d'autres lois ou règlements.

Emoluments

**Art. 58** Les décisions rendues en matière agricole sont soumises aux émoluments prévus aux articles 1a à 1g de l'arrêté d'exécution de la loi du 10 novembre 1920 concernant les émoluments, du 7 janvier 1921<sup>15)</sup>.

## CHAPITRE 6

### Dispositions transitoires et finales

Dispositions  
transitoires  
a) procédures en  
cours

**Art. 59** <sup>1</sup>Les demandes en cours lors de l'entrée en vigueur du présent règlement sont soumises au nouveau droit.

<sup>2</sup>Elles seront traitées par les autorités nouvellement compétentes auxquelles les dossiers seront transmis d'office.

<sup>3</sup>Les promesses fondées sur l'ancien droit subsistent jusqu'à l'échéance de leur durée de validité.

b) subvention  
cantonale pour  
la vulgarisation  
agricole

**Art. 60** Jusqu'en l'an 2000, la subvention cantonale pour la vulgarisation agricole sera calculée conformément à la planification figurant dans le rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'appui d'un projet de décret sur l'organisation de la vulgarisation agricole et viticole 94.048, du 6 octobre 1994.

---

<sup>15)</sup> RSN 152.150.10

**Art. 60a**<sup>16)</sup> Aussi longtemps que la banque de données sur le trafic des animaux prévue à l'article 15a de la loi fédérale sur les épizooties n'est pas entièrement opérationnelle, les exploitants souhaitant bénéficier des paiements directs, des contributions et des primes prévues par le droit fédéral doivent fournir au service une copie de leur registre d'exploitation selon l'article 14, alinéa 3 de la loi fédérale sur les épizooties aux échéances du 1<sup>er</sup> janvier et du 1<sup>er</sup> mai de chaque année.

Modification du  
droit antérieur  
a) émoluments

**Art. 61** <sup>1</sup>Les articles 1d et 1f de l'arrêté d'exécution de la loi du 10 novembre 1920 concernant les émoluments, du 7 janvier 1921<sup>17)</sup>, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

*Art. 1d*<sup>18)</sup>

*Art. 1f*<sup>19)</sup>

<sup>2</sup>L'article 1e dudit arrêté est complété par les alinéas 2 et 3 suivants<sup>20)</sup>

b) contrat-type de  
travail

**Art. 62** L'article 18 de l'arrêté concernant le contrat-type de travail dans l'agriculture, du 16 janvier 1985<sup>21)</sup>, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

*Art. 18*<sup>22)</sup>

*Art. 18a*<sup>23)</sup>

c) améliorations  
foncières

**Art. 63** L'article 50, alinéa 1, du règlement d'application de la loi sur les améliorations foncières, du 15 juillet 1981<sup>24)</sup>, est modifié comme suit:

*Art. 50*<sup>25)</sup>

Abrogation du droit  
antérieur

**Art. 64** Sont abrogés dès l'entrée en vigueur du présent règlement:

- a) l'arrêté concernant le versement des contributions à l'exploitation agricole du sol dans des conditions difficiles, du 28 août 1985<sup>26)</sup>;
- b) l'arrêté d'exécution de l'ordonnance sur la terminologie agricole, du 20 décembre 1989<sup>27)</sup>;
- c) l'arrêté d'exécution de la loi concernant l'introduction de la loi fédérale sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes (règlement des prêts agricoles), du 15 février 1963<sup>28)</sup>;

<sup>16)</sup> Introduit par R du 31 mars 1999 (FO 1999 N° 27)

<sup>17)</sup> RSN 152.150.10

<sup>18)</sup> Texte inséré dans ledit R

<sup>19)</sup> Texte inséré dans ledit R

<sup>20)</sup> Texte inséré dans ledit R

<sup>21)</sup> RSN 225.43

<sup>22)</sup> Texte inséré dans ledit A

<sup>23)</sup> Texte inséré dans ledit A

<sup>24)</sup> RSN 913.10

<sup>25)</sup> Texte inséré dans ladite L

<sup>26)</sup> RLN XI 207

<sup>27)</sup> RLN XIV 401

<sup>28)</sup> RLN III 283

- d) l'arrêté concernant la formation professionnelle et la recherche agricoles, du 24 janvier 1958<sup>29)</sup>;
- e) l'arrêté sur l'organisation de l'Ecole cantonale d'agriculture à Cernier, du 14 juin 1977<sup>30)</sup>;
- f) l'arrêté concernant l'insémination artificielle du bétail bovin et du menu bétail, du 3 janvier 1961<sup>31)</sup>;
- g) l'arrêté relatif à l'indemnité prévue pour les membres de la commission d'experts agricoles et de la commission d'estimation pour le désendettement de domaines agricoles, du 12 juin 1989<sup>32)</sup>.

Entrée en vigueur **Art. 65** <sup>1</sup>Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

2Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

---

<sup>29)</sup> RLN II 695

<sup>30)</sup> RLN VII 686

<sup>31)</sup> RLN III 14

<sup>32)</sup> RLN XIV 273

## TABLE DES MATIERES

# Règlement général d'exécution de la loi sur la promotion de l'agriculture

## CHAPITRE PREMIER

Article

**Autorités compétentes**

Département .....	1
Service .....	2
Autres organes d'exécution .....	3
a) commission foncière agricole .....	3
b) commission pour former opposition à l'affermage complémentaire et au fermage d'un immeuble .....	4
c) commission de conciliation en matière de baux à ferme agricoles .....	5
d) commission de reconnaissance et d'examen des exploitations, des communautés d'exploitation et des étables communautaires .....	6
e) commission de surveillance du service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière .....	7
f) commission chargée de procéder à l'expertise du gros et du menu bétail .....	8
Commission de l'agriculture .....	9
Communes .....	10
a) en général .....	10
b) préposé à la culture des champs .....	11
aa) désignation .....	11
bb) tâches .....	12
Organisations professionnelles .....	13
Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture .....	14
Inspecteurs du bétail .....	15

## CHAPITRE 2

**Procédure et voies de droit***Section 1: Reconnaissance des formes d'exploitation, des  
communautés d'exploitation et des étables communautaires*

Demande .....	16
Instruction .....	17
Communication .....	18

*Section 2: Paiements directs, contributions et primes prévus par le  
droit fédéral*

Demande .....	19
Obligation de renseigner .....	20
Contrôles .....	21
a) par le préposé à la culture des champs ou par une organisation professionnelle .....	21
b) nouveau contrôle .....	22
Décision du service .....	23
Réclamation .....	24
Décision sur réclamation .....	25

*Section 3: Contributions et autres aides cantonales*

Demande .....	26
Instruction .....	27
Décision .....	28
<i>Section 4: Crédits d'investissements et aide aux exploitations paysannes</i>	
Autorité compétente .....	29
Recours .....	30
Refus de l'aide .....	31
Financement .....	32
<i>Section 5: Dispositions complémentaires</i>	
Renvoi aux règles ordinaires .....	33
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>Promotion et innovation</b>	
<i>Section 1: Promotion des produits</i>	
Définition .....	34
Compétence .....	35
a) en général .....	35
b) actions particulières .....	36
<i>Section 2: Dénominations de qualité</i>	
Organisme intercantonal de certification .....	37
Structure cantonale compétente .....	38
Commission cantonale de certification .....	39
<i>Section 3: Tourisme rural</i>	
Promotion .....	40
Aide à l'aménagement de structures d'accueil .....	41
a) forme .....	41
b) conséquences .....	42
<i>Section 4: Conversion des exploitations à la pratique de l'agriculture biologique</i>	
Aide de l'Etat .....	43
a) contribution à fonds perdus .....	43
b) prêt sans intérêt .....	44
c) demande .....	45
Aide incitative .....	46
Aide à la formation .....	47
Restitution .....	48
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>Autres dispositions</b>	
<i>Section 1: Mesures sociales</i>	
Aide au logement .....	49
Dépannage agricole .....	50
a) principe .....	50
b) conditions .....	51
c) durée .....	52
d) montant de l'aide et limite de revenu .....	53
Dommages exceptionnels .....	54

*Section 2: Vulgarisation*

Délégation .....	55
Financement .....	56

## CHAPITRE 5

**Indemnités et émoluments**

Indemnités versées aux membres des commission .....	57
Emoluments .....	58

## CHAPITRE 6

**Dispositions transitoires et finales**

Dispositions transitoires .....	59
a) procédures en cours .....	59
b) subvention cantonale pour la vulgarisation agricole .....	60-60a
Modification du droit antérieur .....	61
a) émoluments .....	61
b) contrat-type de travail .....	62
c) améliorations foncières .....	63
Abrogation du droit antérieur .....	64
Entrée en vigueur .....	65